

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et le Burkina Faso, à Paris le 5 avril 2016.

J'ai accueilli avec beaucoup de plaisir le Président du Burkina Faso. Roch KABORE a été élu dans des conditions qui font honneur à la démocratie du Burkina Faso : une élection transparente, pluraliste au terme d'un processus qui a été long et chaotique, mais qui a été conclu par un scrutin qui donne confiance dans le Burkina Faso.

Je voulais aussi rappeler les conditions dans lesquelles tout ce processus a commencé et s'est ensuite déroulé. Il y a eu un soulèvement populaire, c'était en 2014, à la suite d'une volonté qui n'était pas comprise de changer la constitution. Ce soulèvement populaire a ensuite été suivi d'un processus de transition. Je veux d'ailleurs rendre hommage à Michel KAFANDO qui a mené cette période difficile pour son pays avec sagesse, permettant qu'il y ait ce scrutin et qui a conduit le président KABORE à représenter aujourd'hui son pays.

Je veux également comme je l'avais fait dans les circonstances qui ont été particulièrement douloureuses pour le Burkina Faso dire combien nous avons été nous-mêmes éprouvés par l'attaque terroriste qui s'est produite le 15 janvier dernier avec des actes odieux qui ont fait 30 victimes et plusieurs blessés et parmi ces 30 victimes, 4 Français. Une fois encore, nous avons exprimé notre solidarité à l'égard du Burkina Faso mais aussi notre volonté d'une coopération efficace par rapport à la lutte contre le terrorisme.

Nos entretiens d'aujourd'hui ont porté sur les trois dimensions de l'amitié entre la France et le Burkina Faso.

La première dimension, c'est d'abord celle de la sécurité parce que nous devons prendre conscience que le terrorisme peut frapper dans tous les pays et particulièrement dans ceux qui ont déjà connu par l'implantation de groupes terroristes dans des pays voisins et je pense au Nord Mali. Ces pays sont donc exposés malgré l'action que nous avons menée, et ce qui s'est, hélas, produit à Bamako, s'est reproduit à Ouagadougou, puis ensuite à Abidjan. Nous devons donc mener, avec ce qu'on appelle les pays du G5 Sahel, une coopération exemplaire en matière de sécurité, d'échanges d'informations, de coordination du renseignement. Notre force Barkhane est justement à la disposition des pays qui nous en font la demande dans l'action de prévention, mais aussi d'intervention si cela est nécessaire.

Ce sont les pays eux-mêmes, et le Burkina Faso en est parfaitement conscient, qui doivent organiser leur propre sécurité. Nous, la France, nous devons les appuyer autant qu'il est possible, mais simplement à leur demande. C'est aussi le respect que nous leur devons. Efficacité ne veut pas dire dépendance. Efficacité veut dire au contraire reconnaissance par les pays eux-mêmes de l'effort qu'ils ont à faire pour leur propre sécurité et leur propre défense.

La deuxième dimension est dans l'aide au développement que la France veut prodiguer au Burkina Faso, et dont la meilleure preuve a été l'aide budgétaire que nous avons consentie parce que le Burkina Faso est un pays ami, parce que le Burkina Faso doit justement, après cette période de transition, avoir le soutien nécessaire, non pas simplement de la France, mais de l'Europe. Et ce que nous pouvons faire de notre côté, du côté de la France, peut engager des actions de la part de l'Europe et de la communauté internationale. Nous avons aussi voulu apporter, accompagner grâce à l'Agence française de développement, des moyens financiers, des prêts pour que des projets, notamment des projets liés à l'alimentation en eau potable ou à l'accès à l'électricité puissent être engagés au Burkina Faso.

l'assainissement puissent être engagés au Burkina Faso.

La troisième dimension est économique. Nous avons des entreprises françaises, qui sont installées, parfois depuis longtemps, parfois plus récemment, au Burkina Faso, et je sais que le président KABORE va rencontrer une délégation du MEDEF. Nous, nous encourageons les entreprises françaises à venir au Burkina Faso dans tous les domaines, notamment des télécommunications, même la télévision, mais aussi des infrastructures de l'agroalimentaire, bref, tout ce qui peut faire que nous puissions acheter davantage de produits venant du Burkina Faso, et nous-mêmes, mettre notre technologie à la disposition de ce pays ami. Nous devons assurer la sécurité, et c'est toujours pour nous la condition pour l'investissement.

Enfin, je veux terminer sur une note très particulière, qui, une fois encore, confirme le lien exceptionnel entre la France et le Burkina Faso, c'est la coopération décentralisée. Il y a peu de pays qui connaissent, comme le Burkina Faso, autant de sympathies, de mouvements, de liens venus des collectivités locales, et cela révèle, là-encore, cet attachement pour ce pays, qui, à bien des égards, est devenu un exemple pour l'Afrique.

Merci.